

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1499 - 7 juin 1990 - 2,5 F

D 1499 BOLIVIE: ARRACHAGE DE PLANTATIONS DE COCA

Favorisée à la fois par la grave crise économique du pays (cf. DIAL 1291) et par la demande internationale en cocaïne révélée par la situation colombienne (cf. DIAL D 1422 et 1443), la migration paysanne en direction des zones productrices de feuille de coca est devenue un phénomène majeur. Aujourd'hui la Bolivie produit près d'un tiers de la coca mondiale. Dans les années passées, un paysan bolivien disposait ainsi, en moyenne, d'un revenu annuel de 1000 dollars. La politique nord-américaine de répression intensive au niveau des trafiquants et des producteurs de stupéfiants en Colombie, au Pérou et en Bolivie, lancée en août 1989, a été confirmée lors du sommet interaméricain anti-drogue du 15 février 1990 à Cartagena, en Colombie. L'un des effets de cette politique a été, en trois mois, la chute brutale du kilo de feuille de coca à la production: de 1,20 dollars en début 1989, il est passé dernièrement à 0,20 dollars. A cela s'ajoute les avantages financiers du programme bolivien d'arrachage de la coca à raison de 2000 dollars l'hectare traité. Conséquence: la vague migratoire vers les cultures de coca s'est très nettement ralentie. Il est cependant probable que le retour à des cultures vivrières - situation des plus précaires - est loin de régler les problèmes agraires fondamentaux en Bolivie.

Le point dans l'article ci-dessous, tiré de *Noticias Aliadas* du 19 avril 1990.

Note DIAL

"ET MAINTENANT, COMMENT ALLONS-NOUS SURVIVRE?"

La chute brutale du prix international de la coca depuis trois mois donne à penser aux autorités boliviennes et nord-américaines qu'il est possible d'arracher cette culture. Tant Samuel Doria Medina, conseiller économique du gouvernement bolivien, que des fonctionnaires de l'ambassade des Etats-Unis à La Paz sont d'accord sur le fait que le moment est particulièrement choisi pour remplacer l'économie de la coca.

Cette conviction a conduit le gouvernement de Washington à engager fin mars une aide de 19 millions de dollars en plus des 20 millions offerts pour cette année. Le gros de l'aide ira à la zone d'El Chapare, dans le département central de Cochabamba où sont produits 80% de la coca en Bolivie.

Les autorités boliviennes considèrent que l'aide est largement inférieure à celle qui serait nécessaire, estimée par Doria Medina à un montant de 400 millions de dollars. Le président Jaime Paz Zamora a proposé un plan de développement alternatif pour les huit prochaines années, pour un coût calculé à 3,5 milliards de dollars. Le président George Bush des Etats-Unis n'a offert que 2,2 millions de dollars pour soutenir la lutte anti-drogue dans la région andine pour les cinq années à venir.

Les autorités boliviennes et nord-américaines divergent également sur la façon d'affronter le problème. Alors que les premiers mettent l'accent sur des plans alternatifs de développement, les seconds estiment que la clé du problème se trouve

dans un perfectionnement des mesures répressives. "La chute des prix est une preuve de l'efficacité de notre stratégie d'interdiction, d'arrachage et de développement alternatif", a déclaré le porte-parole de l'ambassade des Etats-Unis, Bruce Wharton.

Pendant ce temps-là, le prix de la feuille de coca continue de descendre. Il y a un an le kilo de coca coûtait 1,20 dollars; actuellement son prix est tombé à 0,20 dollar, ce qui ne couvre même pas un tiers des coûts de production. Beaucoup de personnes attribuent cette chute à l'offensive lancée contre les cartels colombiens de la drogue, qui traitent la moitié de la coca bolivienne, et l'action effective de la police nationale anti-drogue.

Suite à la baisse du prix de la coca, de nombreux paysans, lesquels cultivent près d'un tiers de la production mondiale de coca, en viennent à s'intégrer aux programmes officiels d'arrachage. Ils reçoivent 2000 dollars par hectare de coca détruit. C'est ainsi que depuis le 1er décembre 2025 hectares de coca ont été arrachés. Pour le seul mois de février dernier 810 hectares l'ont été, ce qui représente une superficie importante comparée aux 2430 hectares arrachés en 1989.

Guido Parqui, le représentant des producteurs de coca, assure que nombre de ceux qui participent à ces programmes appartiennent à l'un des deux partis au gouvernement. D'après lui, ces paysans ont accepté de détruire leurs plantations pour se faire valoir auprès de leur parti et pouvoir ainsi obtenir des faveurs politiques.

Migration

Pour la première fois depuis dix ans, ceux qui abandonnent El Chapare sont plus nombreux que ceux qui y viennent. La majorité des migrants représentent l'échelon le plus faible de l'économie de la coca: travailleurs occasionnels ou appliqués à fouler la feuille de coca, première étape de la transformation en pâte.

La majorité d'entre eux sont installés dans la ville tropicale de Santa Cruz et vont travailler à la cueillette du coton ou à la coupe de la canne à sucre. Les autres retournent dans leur région d'origine pour cultiver leurs petites parcelles d'auto-subsistance.

Mais la grave sécheresse qui affecte le pays a mis en danger plus de 70% des récoltes, ce qui pour Mgr Luis Sainz, archevêque de La Paz, risque de refaire basculer la vague migratoire vers El Chapare. Juan de La Cruz, dirigeant paysan, a déclaré qu'au cours des deux dernières semaines un grand nombre de paysans affamés se retrouvent dans les quartiers populaires des villes, mais beaucoup se dirigent vers El Chapare.

Les producteurs de coca reconnaissent que la chute des prix a été un coup mortel pour leur économie. "Peu d'entre nous ont plus de deux hectares de culture; avant la baisse du prix, notre revenu moyen annuel était de 1000 dollars", déclare Tarqui.

Pour encourager la participation des paysans aux programmes d'arrachage, le gouvernement bolivien a promis d'augmenter les crédits agraires aux petits producteurs de 3,3 millions de dollars en 1989 à 17 millions cette année. "On nous a fait beaucoup de promesses, mais nous n'avons guère vu de résultats", a précisé Tarqui avec scepticisme. "Nous ne pouvons pas détruire nos cultures si nous n'avons pas d'autre moyen d'existence. Sinon, comment allons-nous survivre?" demande-t-il.

Linda Farthing, journaliste
nord-américaine vivant en Bolivie

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 350 F - Etranger 410 F - Avion 480 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441